

Assemblée nationale/Déclaration de politique générale du Premier ministre Issoze Ngondet déterminé à matérialiser " la troisième étape de l'histoire de notre pays "

J.K.M
Libreville/Gabon

Il s'agit d'une ère de développement économique subordonnée à l'accélération de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

DANS son allocution à forte tonalité économique (lire par ailleurs), le chef du gouvernement a indiqué que notre pays entamait la "troisième étape de son histoire. Celle du développement économique, pour que le progrès profite à tous grâce à un État démocratique". D'où l'objectif de son équipe de matérialiser cette ambition tout en prenant en compte les enjeux liés à la protection de l'environnement, la révolution énergétique, l'éducation, la préservation de la stabilité politique, etc. Pour y arriver, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet entend "accélérer le rythme de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE)". Pour ce faire, sur le plan politique, a-t-il avancé, l'engagement majeur est de "renforcer notre jeune démocratie à travers la consolidation de l'État de droit et la préservation de la paix dans notre

pays". Ce, d'autant plus que les récentes violences post-électorales prouvent à suffisance que "notre démocratie est souvent exposée à des menaces en tous genres".

D'où son vibrant hommage à tous "ceux qui ont donné de leur vie pour que la démocratie soit protégée le 31 août dernier". Et son invite aux acteurs politiques de tous bords à participer au dialogue politique national sans tabou prôné par chef de l'État dont les consultations officielles, a-t-il précisé, devraient débiter lundi prochain.

Au-delà, conscient de l'émergence sur la scène politique nationale de la société civile, des femmes et des jeunes, le Premier ministre a évoqué la nécessité de tenir compte "dans la gouvernance de nos institutions, de cette nouvelle donne et de cette demande réelle de plus de démocratie citoyenne". Tout en s'engageant, dans la droite ligne des exigences inhérentes à la Décennie de la femme, d'œuvrer davantage au processus d'autonomisation des Gabonaises et en prenant des initiatives hardies, afin d'assurer la pleine application de la loi relative à la décentralisation.

Sur le plan économique, la



Photo : BANDOMA

Le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, déterminé à relever de nombreux défis.

bataille pour l'emploi demeure l'une des principales préoccupations du gouvernement, a fait savoir le Premier ministre. Dans un contexte économique marqué par la chute du baril du pétrole et la diminution significative des ressources budgétaires, sa tâche n'est pas des plus aisées. D'autant plus que, a-t-il précisé, cette année, comparativement à la loi de Finances, le budget risque de connaître un déséquilibre de l'ordre de 410,8 milliards de nos francs et l'encours de la dette publique s'établirait

à 3 160,1 milliards. Soit un taux d'endettement de l'ordre de 39,4% (hors avances consenties par la Banque centrale).

AMBITIEUX PROGRAMME

• Pour autant, a-t-il poursuivi, la croissance s'établirait à plus de 2,9% et notre "économie a renforcé sa résilience face aux chocs exogènes". C'est dans cette perspective qu'il a annoncé l'adoption prochaine, par le gouvernement, d'un plan de relance économique assis sur des réformes fiscales et budgétaires. Tout en initiant une démarche

d'investissement articulée autour de l'entreprise privée, la promotion des partenariats publics-privés, la poursuite de la mise en œuvre de la Budgétisation par objectifs de programmes (Bop), la maîtrise de la dépense publique, la revalorisation des secteurs hors pétrole, la lutte contre la corruption, la lutte contre la vie chère, la maîtrise de la masse salariale, etc.

Tout ceci adossé à un audit des différentes Agences, l'intensification du rythme de construction des infrastructures routières, la

promotion de l'entrepreneuriat, la mise en place des pôles de développement tel que défini dans le cadre de la Stratégie nationale d'industrialisation, l'augmentation de la production énergétique. Non sans ajouter la finalisation rapide des travaux d'extension du port d'Owendo, la mobilisation des ressources à la structuration et au développement des projets de Belinga et Maboumine, la lutte contre le braconnage, l'amélioration de l'offre et la qualité des soins, etc.

Saluant les initiatives de son prédécesseur, il s'est engagé à "insérer une norme égalité des chances dans les politiques publiques, à lancer un ambitieux programme national pluriannuel de gabonisation des postes dans le secteur pétrolier et d'encourager l'entrepreneuriat national dans la sous-traitance pétrolière". Dans tous les cas, a-t-il laissé entendre, "l'apaisement du climat politique, l'amélioration de la conjoncture économique et sociale, le renforcement de notre démocratie sont les fils conducteurs de mon action et celle du président de la République".

Interventions des députés

Au nom de la prédominance du PDG

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La deuxième étape de cette cérémonie a donné lieu au débat au sein de l'hémicycle de substitution (le restaurant de l'Assemblée nationale). L'existence du seul groupe PDG a conduit la conférence des présidents de cette chambre du Parlement à favoriser la prise de parole de treize députés, y compris André-Dieudonné Berre, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir. Chacun y est allé, en fonction de son bord, de son latin pour apprécier le "grand oral" du Premier ministre Franck-Emmanuel Issoze Ngondet.

POUR donner de l'élan au débat lors de la Déclaration de politique générale du chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, hier, le président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié, a décidé, comme il l'a d'ailleurs expliqué, de faire entorse à la règle, tel que décidé lors de la conférence des présidents.



Photo : BANDOMA



Photo : Adjai NTOUTOUME



Photo : BANDOMA

Parmi les intervenants d'hier, Albertine Maganga Moussavou (PSD) Photo du milieu : André-Dieudonné Berre (PDG) Photo de droite : et Narcisse Massala de l'UPNR.

L'unique groupe parlementaire PDG ne pouvant à lui tout seul favoriser des échanges contradictoires, toutes les forces représentatives ont dû prendre la parole, dans une sorte d'exercice d'accompagnement du parti au pouvoir, largement majoritaire. PDG, UNPR, RPG, CLR, PSD et indépendants (proches de l'opposition radicale), à travers leurs élus nationaux respectifs, ont livré leurs appréciations de la feuille de route présentée par le Premier ministre. Tout en abordant certaines préoccupations telles que la route, l'hôpital, l'éduca-

tion, le conflit homme-faune, l'égalité des chances, le développement communautaire, le dialogue national et autres.

Ainsi, c'est le sixième vice-président de l'Assemblée nationale, et président du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Paul Mba Abessole, qui a ouvert le bal. Comme beaucoup pouvaient s'y attendre, tout en distillant ses petites blagues habituelles, l'ancien curé est revenu, sans trop y croire, sur la nécessité pour le gouvernement de faire sien son célèbre «école cadeau, hôpital cadeau». S'il a invité

l'équipe gouvernementale à sortir des carcans partisans au sujet de l'éducation et de la santé, il s'est interrogé : «à quand l'école cadeau, hôpital cadeau? ». Non sans affirmer, catégorique, à l'endroit de l'hôte des parlementaires : «Si vous ne réussissez pas, c'est que l'on ne vous a pas donné les moyens.»

Ensuite, Rémy Ossele Ndong (PDG) et Nziengui Mihindou (CLR) sont plutôt venus apporter leur soutien au gouvernement Issoze Ngondet. Même s'ils ont également insisté sur l'obligation des résultats à laquelle devrait être atta-

chée ladite équipe. Un discours qui aura tranché avec celui de Narcisse Massala Tsamba, député de l'Union pour la nouvelle République (UPNR) de Me Louis-Gaston Mayila. L'opposant radical a présenté un décor moins reluisant de l'état du pays. A l'en croire, la crédibilité des gouvernements au Gabon va de mal en pis. Avant d'aligner une série de questions sur la politique de l'emploi des jeunes, l'égalité de chances, l'Etat et ses agrégats, à savoir le territoire, la population, etc. «Remettez le pays sur les rails», a-t-il martelé.

«Vous ne nous avez pas dit comment faire pour que l'école reprenne normale», a déploré la députée du Parti social démocrate (PSD), Albertine Maganga Moussavou. Laquelle a demandé à M. Issoze Ngondet des comptes sur la situation de certains crimes. Notamment économiques et rituels. Mettant l'accent sur le calvaire enduré par certains compatriotes affiliés à la banque PostBank. «La valeur d'un gouvernement se juge par rapport aux actes posés. Et non aux promesses», a-t-elle lâché. Non sans garantir que le PSD sera avec le gouvernement, tout en restant vigilant. Attendue, l'intervention du président du groupe parlementaire PDG, André-Dieudonné Berre, a traduit clairement l'adhésion de l'ensemble des députés de son parti à cette Déclaration de politique générale. «Nous sommes à côté de vous, derrière vous et avec vous», a-t-il soutenu. Avant de rassurer, « Nous ne vous laisserons pas tomber». Même s'il a souligné qu'en ce moment "on ne sait pas qui est qui".